

# Vers le rétablissement de la paix en Europe ?

OPINION - Par Jean MARSIA, président de la Société européenne de défense AISBL (SED)

**Que souhaiter en ce début d'année, si ce n'est le retour rapide et durable de la paix en Europe, ainsi que dans son voisinage ? Cela implique de restaurer le respect du droit international, donc des frontières de l'Ukraine, celles internationalement reconnues en 1991.**

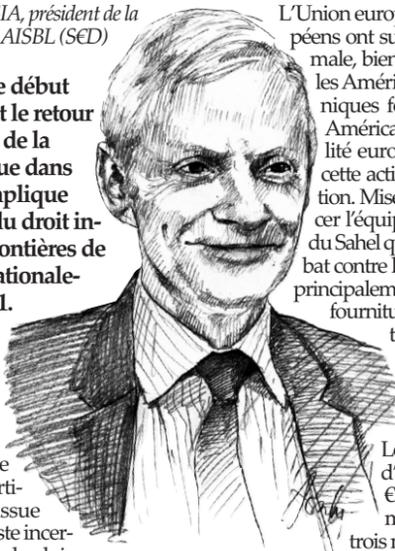
Dans l'actualité géopolitique, certains faits n'incitent pas à l'optimisme. La guerre contre le terrorisme islamiste est moins prioritaire, mais il reste une bombe à retardement, particulièrement au Sahel. L'issue de la guerre en Ukraine reste incertaine, nous y reviendrons plus loin.

Les États-Unis d'Amérique voient leur hégémonie contestée. La confrontation entre puissances, tout en restant sous le seuil de la guerre ouverte, est redevenue d'actualité. En envahissant l'Ukraine, Poutine a effacé vingt années de redressement et d'intégration de la Russie dans l'économie mondiale. M. Xi Jinping suit le même chemin. Il menace Taïwan et la liberté de navigation en mer de Chine, ainsi que l'Inde, alors qu'il ne vient pas à bout de la pandémie Covid-19. M. Erdoğan mène un double jeu entre les Occidentaux et les Russes, alors que son économie va très mal. Dans ce contexte, la solidarité transatlantique est plus que jamais nécessaire. La masse critique requise pour faire face au bloc que forment la Chine, la Russie, l'Iran et la Corée du Nord ne pourrait être atteinte qu'en joignant les capacités américaines, européennes et celles du Japon, de la Corée du Sud, de Taïwan, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, à condition que chacun contribue en fonction de sa population et de son produit intérieur brut.

## L'Europe, indécise et impuissante

Constatons que les capacités européennes sont risibles, comparées aux américaines, parce qu'une «défense européenne», cela n'existe pas et parce que les États européens se sont désarmés à outrance depuis la fin de la Guerre froide.<sup>(1)</sup> L'Europe devrait agir comme Charles de Gaulle l'a fait au début des années 1960, pour que la France puisse contribuer à faire face en Europe à la menace soviétique. Il a créé une force nucléaire de dissuasion, un corps de bataille aéroterrestre, une force de défense du territoire et des forces d'intervention hors d'Europe, pour maintenir ou rétablir la paix dans notre voisinage. C'est ainsi qu'il faudrait concevoir une défense européenne. Cela requiert notamment des pouvoirs européens, exécutif et législatif, légitimes, efficaces et efficients.

L'Europe ne doit plus, pour le moment, participer à diverses coalitions dirigées par les États-Unis d'Amérique contre des États dits voyous, mener des campagnes aériennes, fournir des soldats de la paix, des forces d'interposition, de stabilisation ou d'ingérence humanitaire. Elle a l'opportunité, pour un temps, de se concentrer sur la menace principale : elle est confrontée au fait que la guerre en Europe n'est plus impensable. Ce fut déjà le cas il y a vingt ans, lors de l'implosion de l'ex-Yougoslavie, mais nos dirigeants ont peu de réactivité et de mémoire. Ils n'ont pas développé d'autonomie stratégique, c'est-à-dire politico-militaire, ni au niveau des États, qui n'en ont plus les moyens, ni au niveau européen, car cela impliquerait de lui transférer un certain nombre de compétences souveraines et symboliques des États. Cela reste un pas difficile à franchir pour nos gouvernants. Même les événements dramatiques qui se déroulent en Ukraine ne semblent pas susciter la volonté politique nécessaire, alors que l'opinion publique est de plus en plus consciente de l'urgence de ce transfert. Ce n'est pas surprenant. Presque partout, dans tous les domaines, nous voyons se creuser l'écart entre les peuples et leurs élus.



L'Union européenne (UE) et quelques États européens ont su fournir à l'Ukraine une aide minimale, bien moindre que celle que prodiguent les Américains et les Britanniques : les Britanniques font presque autant que les 27, les Américains font dix à vingt fois plus. La facilité européenne pour la paix a contribué à cette action de l'UE, grâce à une transmutation. Mise en place en juillet 2020 pour financer l'équipement, surtout non létal, des pays du Sahel que l'Europe soutenait dans leur combat contre le terrorisme islamiste, elle a en 2022 principalement permis à l'UE de rembourser la fourniture par les États membres d'armes létales à l'Ukraine. Il ne s'est agi toutefois que de trois milliards € en dix mois, car cette enveloppe, prévue pour sept ans, a été consommée.

Le Conseil européen a donc convenu d'augmenter ce budget de 2 milliards € à court terme et de 5,5 milliards à moyen terme et si nécessaire, après trois mois de discussions. Cela semble rapide à la bureaucratie européenne, mais c'est bien trop long en temps de guerre. Cela confirme à la fois l'incapacité de notre gouvernance intergouvernementale à gérer les crises et l'impécuniosité des Européens continentaux, près de six années après les déclarations de M. Macron en faveur d'une défense européenne. C'est qu'au lieu de faire ce qu'il faudrait pour qu'elle adienne, il a accepté une coopération structurée permanente (CSP, PESCO en anglais) sur le stérile modèle allemand.

## La coopération structurée permanente : de la poudre aux yeux

La CSP ainsi conçue s'est, comme prévu depuis l'an 2000 par le président Chirac, avérée incapable de combler nos lacunes capacitaires et notre retard technologique. Le rapport de progrès du Haut représentant sur la CSP de juillet 2022 a exposé une fois de plus qu'elle ne tient pas ses promesses. Ce rapport montre qu'une majorité d'États membres ont augmenté leurs dépenses de défense, pour tenter d'atteindre 2% du produit intérieur brut, mais les objectifs de 20% des dépenses de R&D et de 35% des dépenses d'équipement en coopération sont loin d'être atteints. Les achats en commun ont même décliné, de 11% en 2020 à 8% en 2021. De nombreuses lacunes persistent dans les contributions aux missions et opérations militaires de l'UE, aux EU Battlegroups, à la force de réaction rapide, aux structures de commandement et de contrôle des missions et opérations, notamment à la capacité militaire de planification et conduite de l'état-major de l'UE (MPCC). Les États recourent peu à l'expertise de l'Agence européenne de défense et aux outils de développement et de planification des capacités de l'UE.

Le rapport du Parlement européen sur la CSP de décembre 2022 déplore que les États membres n'utilisent pas pleinement le dispositif de la CSP et que les progrès accomplis dans sa mise en œuvre restent largement inférieurs aux attentes. Il considère qu'aucune mesure solide et efficace n'a été mise en place pour décourager l'agression russe contre l'Ukraine. Il juge que l'Europe est confrontée à la combinaison la plus complexe de menaces depuis la fin de la Guerre froide, et qu'en réponse, l'UE doit de toute urgence renforcer l'efficacité de sa politique étrangère, de sécurité et de défense, et donc ses capacités en la matière. Il souligne qu'entre 1999 et 2021, les dépenses de défense de l'UE ont augmenté de 20%, contre 66% pour les États-Unis d'Amérique, 292% pour la Russie, de 592% pour la République populaire de Chine et que celles-ci emploient leur puissance militaire pour intimider, menacer et agresser leurs voisins.

Il déplore que la fragmentation industrielle du développement et de l'acquisition des capacités militaires européennes coûte entre 25 et 100 milliards € chaque année et qu'elle a une incidence considérable sur la compétitivité globale du secteur de la défense. Il regrette que les États membres n'ont acheté que 11% du total de leurs équipements en collaboration en 2020 et 8% en 2021, malgré leur engagement d'atteindre 35%

de marchés publics communs de défense. Il rappelle que l'ambition de l'UE d'agir dans le domaine de la sécurité a été exprimée il y a plus de 20 ans, et que les résultats en matière de capacités, d'interopérabilité et de coopération restent limités, malgré la mise en place de l'Agence européenne de défense, du plan de développement des capacités, de la CSP, de la capacité militaire de planification et de conduite (MPCC) et de l'examen annuel coordonné en matière de défense.

Il dénonce le fait que, depuis 2017, 61 projets ont été lancés dans le cadre de la CSP sans qu'aucun d'entre eux n'obtienne de résultats tangibles ; que la Commission européenne et le Service européen d'action extérieure ont proposé la mise en place de l'instrument visant à renforcer l'industrie européenne de la défense au moyen d'acquisitions conjointes (EDIRPA), qui devrait être doté de 500 millions € seulement, environ 1 € par citoyen européen. Il constate que les missions et opérations de la PSDC pâtissent de la lenteur du processus décisionnel et du recours excessif du Conseil européen à la micro-gestion.

En revanche, le rapport estime à tort que la boussole stratégique «est une dynamique majeure qui pourrait donner l'élan nécessaire à la mise en place d'une véritable Union de la défense, capable de consolider l'approche intégrée de l'UE et de lui permettre d'être un véritable acteur dans le domaine de la sécurité et un partenaire fiable». C'est oublier que la boussole stratégique n'est qu'une déclaration d'intention, qui ne peut mettre fin à la gabegie des dépenses de défense en Europe, car l'usage de la force restera une prérogative des États. Pour que l'Europe devienne une puissance militaire efficace et efficiente, et donc dissuasive, il faut et il suffit qu'elle se dote d'un État fédéral.

## La guerre en Ukraine

Poutine a stoppé provisoirement la reconquête par l'Ukraine de l'oblast de Louhansk grâce à la période des pluies, par la mobilisation et par le rétablissement d'une discipline stalinienne : l'interdiction de se constituer prisonnier et les détachements de barrage en deuxième échelon : la mort est certaine si on recule, la mort est possible si on avance. Négligent l'insuccès de Hitler avec ses missiles V1 et V2, Poutine a ensuite bombardé au moyen de missiles et de drones, pour détruire les infrastructures civiles essentielles ukrainiennes, mais le manque de munitions et l'efficacité croissante de la défense antiaérienne, antimissile et anti-drone ukrainienne, grâce aux livraisons de systèmes occidentaux, réduit progressivement les dégâts.

L'Ukraine a développé sa capacité de frapper loin en Russie. Deux bases russes ont été touchées le 6 décembre, à 850 km et à 700 km de Kharkiv, de même qu'en Crimée et même à Novorossiysk, dans le Caucase.<sup>(2)</sup> Cela menace le ravitaillement des troupes russe stationnées en Crimée, mais aussi celles qui sont sur la rive gauche du Dniepr, à l'ouest de Melitopol. Une percée ukrainienne dans l'oblast de Zaporijia couperait en deux la zone reliant la région russe de Rostov sur le Don et la Crimée. Une percée ukrainienne du front Svatove – Kremmina pourrait obliger la Russie à évacuer au moins la partie de l'oblast de Louhansk qu'elle a envahi pendant l'été 2022.

Poutine tente de persuader l'opinion occidentale de cesser d'aider l'Ukraine, en jouant sur les conséquences de la guerre sur la vie quotidienne et sur les peurs, notamment de conflit mondial. A cet égard, le général en retraite Ben Hodges, ancien commandant des forces terrestres américaines en Europe, estime probable, si Poutine devait recourir à une arme de destruction massive, nucléaire, chimique ou bactériologique, que M. Biden riposterait violemment, mais avec des armes conventionnelles. Il pourrait faire détruire les bases, les postes de commandement et les armements russes en Ukraine occupée, notamment en Crimée, mais aussi en Mer Noire, en Transnistrie, en Abkhazie, en Ossétie du Sud et en Syrie. Les diverses bases de Wagner en Afrique sont aussi vulnérables. Poutine, à force de défaites, finira par être contesté, l'appareil sécuritaire ne le soutiendra pas indéfiniment. L'aventurisme de Khrouchtchev, lors de la crise de Cuba, a causé son éviction. Un régime moscovite plus démocratique et moins agressif pourrait norma-

liser progressivement ses relations avec l'Occident, surtout si l'Europe se dote de forces dissuasives, pour maintenir la paix chez elle et pour contribuer à rétablir la paix en Ukraine, en Moldavie et en Géorgie.

## Que faire ?

La défense de l'Europe devrait prendre une place plus importante dans le projet européen. Une plus grande intégration des efforts militaires de l'Europe est nécessaire. L'Europe devrait avoir des capacités de défense, une chaîne de commandement forte, fiable, efficace, et une prise de décision rapide, mais sans chevauchement ni duplication avec l'OTAN. Le conflit en Ukraine a montré les faiblesses d'une armée russe qui ne valorise pas la formation professionnelle et l'entraînement, qui ne dispose pas d'une doctrine adaptée à un environnement opérationnel évolutif, dispersé et complexe, ni d'un processus de décision rapide. Nos armées devraient prioritairement investir dans le personnel, dans la formation, dans l'entraînement et dans l'infrastructure de soutien au personnel en garnison et en opération.

Ensuite, pour éviter les surprises stratégiques, nous devrions obtenir la supériorité technologique, pour dissuader quiconque de déclencher une guerre conventionnelle. Cela requiert des processus d'acquisition de défense courts, pour pouvoir adapter nos forces face à des circonstances inattendues, ainsi qu'une base industrielle et technologique de défense agile et robuste, orientée vers la coopération, défragmentée, à la pointe de la technologie. C'est pourquoi nos dépenses de défense doivent devenir efficaces.

Les concepts de mise en commun et de partage dans le cadre de l'UE et de défense intelligente dans celui de l'OTAN, échouent depuis une décennie à accroître l'interopérabilité. Seule une Europe fédérale peut instituer une défense valable en Europe. Cela semble utopique, mais Cavour et Garibaldi n'ont-ils pas unifié l'Italie morcelée depuis la chute de l'empire romain ? Contrairement à leurs concitoyens, beaucoup de dirigeants européens affirment encore que seule une capacité nationale permet l'action, au bon moment, à bon escient, pour répondre aux menaces et assurer la sécurité. C'est pourquoi ils ne veulent que des coopérations, instituées par des traités spécifiques avec d'autres États, alors que la vie des soldats des armées nationales ne devrait pas pouvoir être exposée sur la base d'une décision à l'unanimité du Conseil européen.

En Europe, il y a une dégradation de la démocratie : si, dans les États nations, la souveraineté est progressivement allée du souverain au peuple, au sein de l'UE, c'est l'inverse : le Conseil européen a petit à petit concentré l'essentiel du pouvoir. Le Parlement européen, élu directement mais illégalement, s'est soumis à lui, tout comme la Commission européenne et les Parlements nationaux. C'est pourquoi tous les Européens devraient soutenir les efforts de la SED pour obtenir une Europe fédérale, condition nécessaire à la mise en place d'une défense européenne efficace et efficiente.

1) Les principaux pays européens (France, Allemagne, Italie, Pays-Bas, Norvège, Pologne, Espagne, Turquie, Royaume-Uni) mettaient en œuvre, en 1992, 18.941 chars de combat, en 2022, 4.372 soit -77% ; 3.660 avions de combat, puis 1.586, soit -57% ; 180 grands navires de combat, puis 109, soit -39%, et enfin 107 sous-marins, puis 57, soit -47%. Les données de 2022 doivent en outre être réduites de 30 à 60% selon les pays et les types de systèmes d'armes, pour obtenir les nombres de systèmes opérationnels. Ceux-ci sont peu interopérables, compte tenu du grand nombre de types de chars, de véhicules de combat blindés, de pièces d'artillerie, d'avions et d'hélicoptères de combat, de navires, de missiles, etc. Voir Georgiana Cavendish, David Chinn, Nadine Griefmann, Hugues Lavandier et Tobias Otto, *Invasion of Ukraine: Implications for European defense spending*, McKinsey & Company, invasion-of-ukraine-implications-for-european-defense-spending.pdf, décembre 2022.

2) Tom Vandenkendelaere, *Rapport annuel 2022 sur la mise en œuvre de la politique de sécurité et de défense commune*, Bruxelles, Parlement européen, A9-0296/2022, [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2022-0296\\_FR.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/A-9-2022-0296_FR.html), 13/12/2022.

3) Hans Petter Midttun, "Russo-Ukrainian War. Day 286: Russian troops launched a massive missile attack on the critical and civilian infrastructure of Ukraine" in *Euromaidanpress*, <https://euromaidanpress.com/2022/12/06/russo-ukrainian-war-day-286-russian-troops-launched-a-massive-missile-attack-on-the-critical-and-civilian-infrastructure-of-ukraine/>, 6/12/2022.

# “Cross Border Regions, neglected nucleus of the European Union?”

The Bridge Forum Dialogue, in cooperation with the Fondation IDEA, organized a conference under the title: “Cross Border Regions, neglected nucleus of the European Union?” on 13 December 2022. The event was hosted at Luxembourg Chamber of Commerce.

Hugo Woestmann, Member of the Executive Committee of The Bridge Forum Dialogue, chaired the conference and introduced the subject and the speakers. He explained the paradox of many people living within the European Union, but still confronted everyday with the



necessity to cross national borders, with all the burdens related to them.

The first speaker was **Marc Lemaitre**, Director General of DG REGIO at the EU Commission. He explained how Cross Border Regions were both chances and challenges for the EU as a whole. He outlined the policy views of the EU Commission and some progress made in view of promoting better cross border cooperation and integration.

The second speaker was **Karl-Heinz Lambertz**, Former President of the European Committee of the Regions, President of the Parliament of the Deutschsprachige Gemeinschaft of

Belgium, President of the European Association of the Border Regions. On the basis of his long political engagement at the level of his own cross border region, as well that at the European level, he presented his view on the concrete reinforcement of the so-called “Grande Région” as other cross border regions in Europe.

A distinguished audience gathered for this event, including representatives from the European institutions and bodies, members of the corps diplomatique, numerous public authorities and actors of the academic, economic and social sphere.

The presentation was followed by a stimulating questions and answers session.